

# L'économie et la politique au menu du Sommet de la Francophonie

**NORMAN DELISLE**  
*Presse Canadienne*  
**QUEBEC**



■ Fondée il y a un quart de siècle sous le signe de la culture, la francophonie a maintenant atteint la maturité et peut envisager d'élargir ses horizons vers la politique et l'économie.

«Ce sont des aspects qui nous intéressent le plus. C'est d'ailleurs le Québec qui a lancé le premier un discours économique dès 1987. Nous avons introduit la notion de Francophonie économiquement rentable», affirme le ministre québécois délégué à la Francophonie, Guy Rivard, dans une entrevue à la Presse Canadienne avant son départ pour le sommet, qui se tient cette année à l'île Maurice.

Cette rencontre réunira à la fin de la semaine des représentants de 47 pays et gouvernements (le quart des pays de la planète) dans cette petite île de l'océan Indien pour le Cinquième Sommet de la Francophonie.

Le Québec entend d'ailleurs porter à l'attention des autres pays des voies de solution qu'il a lui-même explorées depuis longtemps pour assurer son développement économique: faciliter l'accès au crédit des entreprises par le biais du financement coopératif.

Les pays du Sommet vont aussi aborder de plus en plus les questions politiques. Plusieurs résolutions soumises aux chefs de gouvernement vont porter sur la paix, sur la lutte contre la drogue, sur les droits de la personne ou sur des dossiers comme le rétablissement de la démocratie en Haïti.

«Ce ne sont pas des sujets spécifiques à la Francophonie mais les pays de ce groupe se préoccupent de plus en plus de discuter entre eux de ces sujets», explique le ministre Rivard.

Pour les trois gouvernements du Canada qui participeront à la rencontre — le gouvernement fédéral, celui du Québec et celui du

Nouveau-Brunswick —, les circonstances sont quelque peu spéciales.

Au lieu d'être représenté par la première ministre Kim Campbell, le gouvernement du Canada a délégué au Sommet un fonctionnaire, soit son ambassadeur à Paris, l'ex-ministre Benoit Bouchard.

La secrétaire d'État du Canada responsable du dossier francophone, la ministre Monique Landry, a expliqué que la campagne électorale actuellement en cours était responsable de cette situation. «Il aurait été totalement inapproprié que Mme Campbell ou moi-même s'y rende à une semaine des élections», a dit Mme Landry.

L'ambassadeur Bouchard a reçu le mandat de contribuer, au nom du Canada, à mettre l'accent sur les aspects plus politiques des décisions que peut prendre la Francophonie. «Il faudra renforcer les dossiers politiques, dit-elle. Par exemple, dans le cas de Haïti, on se demande si on a utilisé le maximum de persuasion pour mobiliser l'opinion internationale en faveur de la démocratisation».

Le gouvernement du Québec sera lui représenté par la vice-première ministre, Lise Bacon, et par le ministre Guy Rivard.

En annonçant le 14 septembre dernier qu'il ne sollicitera pas de nouveau mandat, le premier ministre Robert Bourassa avait indiqué qu'il ne serait pas du voyage. À Dakar, en 1989, M. Bourassa avait fait bonne figure en proposant une sorte de plan Marshall pour relancer l'économie des pays francophones africains. Le

Nouveau-Brunswick sera représenté par son premier ministre, Frank McKenna.

«Le Nouveau-Brunswick veut tirer avantage de la francophonie. Nos atouts sont le bilinguisme officiel et notre vaste réseau de petites entreprises», indique le premier ministre de la seule province au pays officiellement bilingue. M. McKenna sera accompagné entre autres du recteur de l'Université de Moncton, Jean-Bernard Robichaud.

Moncton possède la seule université au monde à avoir mis en place une école de droit dispensant en français un cours sur la Common Law, le régime juridique en vigueur dans les pays de tradition britannique.

Par ailleurs, c'est un Québécois, Jean-Louis Roy, qui sera reconduit lors du sommet comme le plus haut fonctionnaire de la Francophonie. M. Roy en sera à son deuxième mandat comme secrétaire général de l'Agence de coopération culturelle et technique (ACCT), où il a été nommé pour la première fois en 1989.

Le Sommet de la Francophonie réunit 47 pays et gouvernements qui ont en commun l'usage du français, et qui comptent 450 millions d'habitants.

Les citoyens de tous ces pays ne parlent pas nécessairement français, comme en témoigne la situation au Canada, où seulement 24 pour cent de la population maîtrise cette langue.

Des données de l'ACCT révèlent que 130 millions de personnes connaissent le français dans le monde, et c'est la langue maternelle de quelque 65 millions d'entre eux.